

Un reflet de la diversité au sein des Services des parcs et des loisirs

**Rapport sur le Plan directeur des parcs et des loisirs
adressé à la Ville d'Ottawa**

août 2009



CAWI/IVTF
City for All Women Initiative
Initiative une ville pour toutes les femmes

Monique Best, Ph. D.
Ana Ilha, Ph. D.

Remerciements

Ce rapport découle d'une démarche collaborative entreprise par des femmes de la communauté, des organisations communautaires et la Ville d'Ottawa, grâce au financement de la Division de la diversité et de l'équité en matière d'emploi de la Ville d'Ottawa et de Centraide Ottawa.

Nous désirons remercier le groupe de travail qui a guidé le projet : Monique Best; Antoinette Chibi et Suzanne Doerge, de l'IVTF; Victoria Gibb-Carlsley; Euphrasie Emedi, du CSC du sud-est d'Ottawa; Dondji Kapalati et Asha Binti Kingombe, de Karibu Canada; Aleksandra Milosevic, du CSC du Centre-ville; Terri Lee Rayvals; Diane Huffman, pour la coordination des consultations publiques sur le Plan directeur des loisirs de la Ville d'Ottawa. Nous remercions aussi Sue Hall, des Services des parcs, des loisirs et de la culture de la Ville d'Ottawa, pour ses conseils et son soutien.

Un merci tout particulier à Monique Best et Ana Ilha pour leur analyse approfondie et la rédaction de ce rapport.

Nous remercions les organisations qui ont parrainé les groupes de discussion, soit Karibu Canada, Orléans Multicultural Seniors Group, Rendez-vous des aînés francophones d'Ottawa, Minwaashin Aboriginal Women's Support Centre, ainsi que les membres de la Coalition des centres de santé et de ressources communautaires suivants :

- Centre de santé communautaire Pinecrest-Queensway
- Centre de santé communautaire Somerset Ouest
- Centre de santé communautaire du Centre-ville
- Centre des services communautaires Vanier
- Centre du sud-est d'Ottawa pour une communauté en santé
- Centre de santé communautaire Côte-de-Sable
- Centre de ressources communautaires de Nepean, Rideau, Osgoode
- Centre de ressources communautaires Orléans-Cumberland

Un merci particulier aux femmes qui ont offert leur temps, ainsi que les compétences et les connaissances de leurs collectivités pour organiser et faciliter les groupes de discussion : Lamya Al-Shahwani, Maryam Tataya Adams, Joumana Azzi, Andrea Bargarova, Claire Bauer, Janice Canning, Meghann Darroch, Elvira Diaz-Granados, Ally Sanderson, Euphrasie Emedi, Alma Foley, Kathleen Fortin, Charity Gasesepe, Donna Gault, Emilie Hayes, Sadia Hersi, Marie-Thérèse Kaloba, Dondji Kapalati, Elaine Kicknosway, Julie Lalonde, Wafaa Jomaa, Caroline Lomboto, Ida Meekis, Cindy Michaliszyn, Aleksandra Milosevic, Juliet Nwosu, Suzanne Patten, Nicole Perras-Leduc, Ruweida Shire, Valerie Stam, Annie Michelle Tapsoba, Joanne Tempre et Larisa Williams.

En dernier lieu, nous remercions les Services des parcs, des loisirs et de la culture de la Ville d'Ottawa d'avoir entrepris une consultation étendue dans le but de dégager des améliorations à la prestation des services de loisirs dans notre ville afin que la pleine diversité des résidents puisse en profiter.



Sommaire

La présente étude a été menée par la City for All Women Initiative (CAWI)/l'Initiative une ville pour toutes les femmes (IVTF) dans le but de contribuer à l'élaboration du Plan directeur des parcs et des loisirs (ci-après P-L). L'IVTF avait comme principal objectif de créer des occasions pour les femmes de faire participer leurs collectivités et de veiller à ce que leur voix soit entendue dans ce processus de consultation. Les populations multiculturelles et spécifiques, notamment les populations autochtones, africaines, arabes, somaliennes, francophones, rurales, ainsi que les personnes âgées et les jeunes ont participé à l'étude dans le cadre de groupes de discussion.

Grâce au financement et aux conseils de la Ville d'Ottawa et de Centraide Ottawa, l'IVTF coordonnait un groupe de travail composé de femmes venant de diverses collectivités et organisations. Le groupe de travail a repéré les populations spécifiques de la ville dont les points de vue pourraient ne pas être entendus dans le cadre de la consultation en ligne sur les loisirs de la Ville. On a par la suite communiqué avec les partenaires communautaires afin qu'ils parrainent les groupes de discussion auxquels participaient ces populations spécifiques. Le groupe de travail a mis au point un guide pour les groupes de discussion basé sur le contenu et les questions couverts dans les trois livres blancs de la Ville : Prestation des services, Accessibilité et inclusion, ainsi que Soutien fiscal, revenus et subventions¹. Trente-trois femmes ont reçu une formation d'animatrice et ont été informées des services de parcs et de loisirs de la Ville. Ces femmes ont animé 14 groupes de discussion comptant au total 191 participants.

En général, les participants aux groupes de discussion reconnaissaient les bienfaits des P-L et étaient très enthousiastes au sujet des services offerts par la Ville d'Ottawa. De nombreux aspects des P-L sont importants pour les résidents d'Ottawa, notamment la disponibilité des parcs et des espaces verts, le bien-être mental et physique, les services pour les enfants et les jeunes et les activités aquatiques (p. ex., piscines, parc à gicleurs et pataugeoires).

Toutefois, les groupes de discussion ont également révélé diverses lacunes liées à la prestation des services (p. ex., le manque d'installations dans les parcs, la rareté des activités pour des groupes en particulier), à l'accessibilité et à l'inclusion (p. ex., prix inabordables, manque d'information, problèmes de sécurité et de transport) et aux subventions (p. ex., mauvaise gestion, manque d'information).

Suite à cette étude, l'IVTF émet les recommandations suivantes :

- Protéger, améliorer et conserver les espaces verts.
- Réduire les coûts des services de P-L et revoir les critères de sélection pour les politiques relatives aux subventions et à l'assistance financière.
- Donner une formation sur les questions de nature délicate au personnel qui doit traiter des demandes de renseignements au sujet des subventions.
- Améliorer la commercialisation et la promotion des services de P-L, en particulier l'information relative aux subventions.
- Offrir plus d'activités propres à certains groupes (p. ex., activités à caractère familial, pour femmes seulement et pour Autochtones).

¹ Bien que la Ville d'Ottawa ait examiné « le soutien fiscal, les revenus et les subventions » pour les livres blancs du Plan directeur, l'IVTF a recueilli des données seulement sur les subventions et l'assistance financière, ainsi que certaines suggestions pour les revenus.

- Augmenter le nombre d'installations récréatives et les améliorer, en particulier les piscines, les parcs à gicleurs et les pataugeoires.
- Améliorer les options pour le transport public en direction et en partance des services et installations.
- Mettre en œuvre des mesures de sécurité dans les parcs, y compris l'éclairage et la surveillance.

I. Recommandations

Suite aux efforts de l'IVTF visant à rejoindre les femmes et les collectivités diversifiées d'Ottawa, 14 groupes de discussion dirigés par des animatrices communautaires ont eu lieu dans divers centres communautaires de la région, ainsi que trois groupes de discussion dont les animatrices étaient en formation. Selon leurs commentaires et opinions à propos de ce qui doit être inclus dans le Plan directeur des P-L, l'IVTF a mis au point les recommandations suivantes.

Première recommandation :

Protéger, améliorer et conserver les espaces verts.

La majeure partie des participants accordaient une grande priorité au besoin de protéger, d'améliorer et de conserver les espaces verts extérieurs, notamment les allées, les sentiers pour piétons, les sentiers pour cyclistes et les massifs de fleurs, et d'améliorer les parcs à l'aide d'installations utiles pour accroître le confort et la propreté (p. ex., bancs, fontaines à boire, plus de fleurs, poubelles, éclairage et salles de bains). Pour la population plus âgée, par exemple, l'éclairage et des allées accessibles (revêtues) sont des éléments très importants. Pour la population musulmane, avoir accès à de l'eau est nécessaire pour le lavage des mains avant la prière. Par conséquent, la collectivité doit avoir des salles de bains ou des lavabos facilement accessibles dans les parcs.

Deuxième recommandation :

Réduire les coûts des services de P-L et revoir les critères de sélection pour les politiques relatives aux subventions et à l'assistance financière.

De nombreux groupes de discussion ont demandé une amélioration des services subventionnés et une diminution du coût des services. Voici certaines des suggestions qui ont été soulevées pour atteindre ces objectifs : accroître l'assistance financière, revoir les critères de sélection pour l'aide financière de façon à inclure les familles dans le besoin ou dont le budget est serré, plutôt que seulement les familles à faible revenu (en particulier pour les grandes familles) et améliorer la promotion² et la gestion des subventions. Les groupes de discussion multiculturels ont suggéré que les familles à faible revenu devraient payer les coûts les moins élevés pour les loisirs, de sorte que le coût pour les services de P-L soit augmenté au fur et à mesure que le revenu familial augmente. Pour la collectivité autochtone, le manque de services entièrement subventionnés est un obstacle considérable à l'accessibilité aux services de loisirs.

Troisième recommandation :

² Comme l'illustre le graphique circulaire de la page 20, près de 80 % des participants aux groupes de discussion n'étaient pas au courant des subventions offertes par la Ville d'Ottawa.

Offrir une formation sur les questions de nature délicate au personnel qui traite des demandes de renseignements au sujet des subventions.

De nombreux participants ont demandé que le personnel de la Ville soit particulièrement délicat lorsqu'il traite avec des demandeurs d'assistance financière et qu'il veille à ce que leur vie privée soit respectée. Les groupes de discussion ont suggéré que l'information au sujet des subventions et que les demandes de subvention devraient être accessibles en ligne et dans le Guide des loisirs, plutôt que seulement en personne dans les bureaux de la Ville.

Quatrième recommandation :

Améliorer la commercialisation et la promotion des services de P-L, en particulier l'information liée aux subventions.

Les participants ont également demandé que l'on porte attention au besoin de promouvoir et de commercialiser davantage les services de P-L³. La Ville devrait faire en sorte que l'information au sujet des services soit plus facilement accessible dans les installations de P-L, en particulier l'information concernant les subventions, qui devrait être communiquée plus largement et accessible en ligne, prolonger les heures d'ouverture, envisager un processus d'inscription souple pour les activités et les cours récréatifs (en particulier pour les enfants), offrir une ligne directe pour les urgences dans les parcs et informer la direction des problèmes (p. ex., problèmes de sécurité, propreté) et accroître les partenariats, en particulier ceux avec les quartiers voisins assurant une consultation directe de la collectivité. Les jeunes consultés dans le cadre de ce projet étaient d'avis que des partenariats égaux et transparents avec le secteur privé (ainsi qu'avec les écoles et la collectivité locale) pourraient améliorer l'inclusion dans les services de P-L d'Ottawa et l'accessibilité à ces mêmes services.

Cinquième recommandation :

Offrir plus d'activités propres à un groupe en particulier (activités à caractère familial, pour femmes seulement et propres aux Autochtones).

Les groupes de discussion ont souligné le besoin d'augmenter le nombre de programmes et d'activités à l'intention des enfants, des jeunes, des familles, des femmes et des minorités, en particulier les nouveaux immigrants. Parmi les exemples, on retrouve des activités et des cours propres à la culture (p. ex., la danse, le « jardinage ethnique », la création de jardins communautaires inspirés par certaines cultures de nouveaux immigrants), des espaces et loisirs propres aux Autochtones et des cours et horaires/heures pour femmes seulement (en particulier pour les piscines). Les groupes de discussion multiculturels ont également indiqué que la Ville devrait envisager la création d'haltes-garderies dans les installations de P-L afin d'aider à inclure les familles et les parents célibataires. La collectivité autochtone a proposé un partenariat avec la Ville : les Autochtones peuvent offrir des ateliers sur la création de capteurs de rêves ou de tambours en échange de l'accès à un espace pour des loisirs propres aux Autochtones. Cette contribution devrait alors être reconnue dans le Guide des loisirs et les autres documents de sorte que la collectivité se sente reconnue.

³ Comme l'illustre le graphique circulaire de la page 9, seulement 30 % des participants aux groupes de discussion ont indiqué connaître les services offerts par la Ville d'Ottawa.

Sixième recommandation :**Augmenter le nombre d'installations récréatives et les améliorer, en particulier les piscines, les parcs à gicleurs et les pataugeoires.**

Les participants ont souligné leur désir de voir un plus grand nombre d'installations récréatives, et des installations améliorées et plus grandes, en particulier des piscines (ainsi que des parcs à gicleurs et des pataugeoires). Parmi les autres demandes, il y avait notamment ajouter des gymnases ouverts avec halte-garderie pour un accès plus facile à l'exercice, des sentiers pour cyclistes, des terrains de basket-ball, des patinoires et des courts de tennis. Les collectivités francophones africaines, multiculturelle et arabes accordaient la priorité à un accès aux piscines communautaires intérieures, les jeunes Somaliens ont mentionné le besoin d'un plus grand nombre de terrains de basket-ball et d'autres sports (en particulier des activités pour filles seulement), tandis que d'autres jeunes ont exprimé le désir d'avoir des installations pour la planche à roulettes et le vélo de montagne dans les parcs, ainsi qu'un espace récréatif intérieur réservé aux adolescents.

Septième recommandation :**Améliorer les options pour le transport public en direction et en partance des services et installations.**

La majorité des groupes de discussion ont indiqué qu'Ottawa devrait avoir de meilleures options pour le transport public en direction et en partance des installations de P-L. Les participants ont également demandé que l'on apporte des améliorations aux routes d'accès, aux enseignes et aux stationnements dans les installations de P-L. Le groupe de discussion en milieu rural participant à cette étude a souligné que les problèmes de transport constituent un obstacle considérable à l'accessibilité aux services de P-L à Ottawa. Les résidents qui n'ont pas accès à un véhicule et qui habitent loin des installations de loisirs ne pourront vraisemblablement pas participer aux activités de P-L.

Huitième recommandation :**Mettre en œuvre des mesures de sécurité dans les parcs, y compris l'éclairage et la surveillance.**

La demande d'une meilleure surveillance⁴ (en raison de préoccupations que suscite l'exposition aux drogues et à la criminalité) et d'un meilleur éclairage dans les parcs est un des sujets courants abordés par de nombreux groupes de discussion. Les participants ont également souligné que la Ville devrait veiller à ce que les chiens soient en laisse, en particulier en présence d'enfants, vérifier que les fleurs et les plantes des parcs municipaux sont sécuritaires, installer des barrières et clôtures autour des parcs, réglementer la présence de mendiants agressifs dans les installations de P-L, améliorer les routes et interdire les cours de conduite autour du périmètre des parcs. La plupart des collectivités ont mentionné le manque de sécurité dans les parcs, et les collectivités francophones africaines, multiculturelles et de personnes âgées ont souligné l'importance d'un meilleur éclairage.

Bien que la majorité des participants aux groupes de discussion reconnaissent les bienfaits généraux des P-L pour la santé et le bien-être de leur famille et sont très enthousiastes à propos des services offerts dans la Ville d'Ottawa, les discussions entre les divers groupes révèlent également quelques lacunes qui demandent un examen des politiques dans le prochain Plan directeur des P-L.

⁴ Possiblement avec vidéosurveillance, bien que cette suggestion ait prêté à controverse dans les discussions en groupes.